

PLAN DE LUTTE

CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE

Document synthèse à l'intention des parents et des élèves

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : St-Philippe

ANNÉE DE LA VERSION : 2025-2026

DATE D'ADOPTION DU PLAN DE LUTTE PAR LE CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT : 18 mars 2026

QU'EST-CE QU'UN PLAN DE LUTTE ?

Conformément à la Loi sur l'instruction publique (LIP), chaque école doit élaborer un plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Ce plan inclut les violences à caractère sexuel ainsi que celles basées sur des motifs liés notamment sur la couleur, l'origine ethnique ou nationale.

Ce plan vise à :

- Prévenir les situations d'intimidation et de violence
- Planifier les interventions à déployer
- Intervenir efficacement lorsque survient un événement

Ce document synthèse présente les éléments essentiels du plan de lutte contre l'intimidation et la violence de notre établissement.

COMMENT LE PLAN DE LUTTE DE NOTRE ÉTABLISSEMENT EST-IL ÉLABORÉ ?

Notre école a formé un comité composé de plusieurs membres du personnel afin d'analyser la situation de l'école, se fixer des priorités en lien avec les défis identifiés et se doter de moyens concrets pour prévenir et intervenir sur les situations de violence et d'intimidation.

Notre comité s'assure de déployer un plan d'action permettant d'atteindre les priorités prévues au plan de lutte et de mesurer les effets des moyens mis en œuvre tout au long de l'année afin que notre école demeure un milieu sain et sécuritaire.

DÉFINITIONS AFIN DE BIEN DISTINGUER LES SITUATIONS

CONFLIT

Mésentente ou désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n'y a aucune victime, même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Un conflit peut se régler soit par la négociation, soit par la médiation.

VIOLENCE

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens. *(Loi sur l'instruction publique, art. 13)*

INTIMIDATION

Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser. *(Loi sur l'instruction publique, art. 13)*

VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL

Toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique. *(Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur, art. 1)*

VIOLENCE BASÉE SUR DES MOTIFS LIÉS NOTAMMENT À LA COULEUR ET À L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle visant notamment à discriminer ou à exclure, exercée intentionnellement contre une personne, et explicitement liée à la couleur, l'origine ethnique ou nationale ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens. *(Adaptée de la LIP, art. 13.1)*

ANALYSE DE LA SITUATION AU REGARD DES ACTES D'INTIMIDATION ET DE VIOLENCE

Forces de l'établissement :

Projet éducatif et plan de mise en œuvre connu de tous où chacun travaille à l'atteinte des objectifs s'y trouvant.

Suivi des manquements mineurs et majeurs

Rencontres mensuelles avec le service de garde pour assurer une cohérence entre tous les membres du personnel au regard des interventions à privilégier.

Enseignement explicite des comportements attendus et renforcement de ceux-ci.

Communication entre les intervenants concernés dans la mise en place d'interventions à privilégier.

Sensibilisation tout au long de l'année scolaire.

Enjeux de l'établissement :

Mouvement de personnel au service de garde et au service des dîneurs, ce qui nécessite un suivi de communication et de formation

Cohérence et constance dans la mise en place des différents paliers d'intervention à développer

Communication en continue entre le premier et le deuxième intervenant.

Priorités de notre plan de lutte :

- Réduire le nombre de billets de comportements émis aux élèves
- Faciliter la dénonciation d'actes de violence et d'intimidation, sous toutes ses formes.
- Promouvoir les mécanismes d'intervention et de dénonciation pour les membres du personnel.
- Prévention et sensibilisation auprès des élèves concernant la Loi sur l'instruction publique.

MESURES DE PRÉVENTION

Enseignement explicite des comportements attendus selon les différents endroits à l'ensemble des élèves de l'école

Renforcement des bons comportements en lien avec l'enseignement de ceux-ci

Enseignement du programme CCQ

Séquence bien-être

Sensibilisation des élèves au rôle témoin d'une situation

Ateliers en classe (gestion de conflits, gestion des émotions, MOOZOOM, etc)

Repères visuels affichés dans l'école.

Présentation aux élèves afin de différencier la notion de conflit, de violence et d'intimidation.

Formation obligatoire pour tout le personnel sur la violence, l'intimidation et la violence à caractère sexuel.

COLLABORATION AVEC LES PARENTS ET DES ÉLÈVES

Chaque établissement doit prévoir des mesures visant à favoriser la collaboration des parents et des élèves à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire.

Exemples :

- Sécuriser les parents de l'élève victime en illustrant les mesures prises pour assurer la sécurité de leur enfant
- Informer les parents de l'élève instigateur des mesures de soutien et d'encadrement qui seront mises en place
- Impliquer les parents concernés par la situation dans les démarches entreprises par l'école afin de mettre fin à la situation
- Clarifier le rôle et les responsabilités de chacun dans la gestion de la situation
- Prévoir un accompagnement pour les parents, s'il y a lieu (ex. : agent de liaison, intervenant communautaire)
- Appliquer les mesures relatives à la confidentialité

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT

Il est important de déclarer rapidement un événement d'intimidation ou de violence et de signaler tout acte de violence à caractère sexuel auprès d'un membre du personnel de l'établissement. L'information sera transmise à la direction et à un intervenant de l'école afin qu'un suivi soit effectué rapidement. Selon l'analyse de la situation, l'établissement s'assurera de mettre en œuvre les interventions appropriées prévues au plan de lutte.

Comment signaler une situation ?

Signaler aux intervenants de l'école :

Victime :

- Signaler le geste à un intervenant ou à un membre de la direction.
- Remplir le formulaire en ligne (seule ou accompagnée par un intervenant).
- Remplir le formulaire papier (seule ou accompagnée par un intervenant).

Témoïn :

- Signaler le geste à un intervenant ou à un membre de la direction;
- Remplir le formulaire en ligne (seul ou accompagné par un intervenant);
- Remplir le formulaire papier (seul ou accompagné par un intervenant).

Membre du personnel :

- Signaler le geste à un intervenant ou un membre de la direction.

Parents :

- S'adresser à un membre de la direction pour signaler le geste.
- Remplir le formulaire en ligne.

Concernant les violences à caractère sexuel, il est aussi possible de faire un signalement directement auprès du Protecteur régional de l'élève.*

N.B. : Un signalement est l'acte par lequel toute personne détenant des renseignements susceptibles de démontrer qu'un acte de violence à caractère sexuel a été commis à l'endroit d'un élève, les porte à la connaissance d'un protecteur régional de l'élève.

MODALITÉS POUR FORMULER UNE PLAINTE

En cas d'insatisfaction au regard du suivi concernant un acte d'intimidation ou de violence, un élève ou ses parents peuvent formuler une PLAINTE selon la procédure suivante :



Pour toute information, veuillez-vous rendre sur le site web du CSSOB
<https://www.cssob.gouv.qc.ca/gestion-plaintes/services-cs>

Dans le cas d'un acte de violence à caractère sexuel, un élève victime ou ses parents peuvent porter plainte directement auprès du Protecteur régional de l'élève.

* Pour rejoindre le Protecteur régional de l'élève :

- Formulaire de plainte web, [en cliquant ici](#)
- Téléphone ou texto : 1-833-420-5233
- Courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca



CONFIDENTIALITÉ

L'établissement assure la confidentialité de tous les signalements reçus concernant un acte d'intimidation ou de violence. Toutes les démarches entreprises seront faites avec discrétion et ne seront jamais discutées devant des personnes qui ne sont pas concernées par la situation signalée.

ACTIONS PRISES LORSQU'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE EST CONSTATÉ

1. Arrêt sur-le-champ du comportement inapproprié
2. Rappel du comportement attendu
3. Aide offerte dans l'immédiat aux élèves impliqués
4. Évaluation rapide de la situation
5. Transmission des informations nécessaires, pour le suivi, à la direction
6. Réalisation du suivi par l'équipe d'intervention

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Ces mesures font référence au soutien que l'établissement apporte aux élèves impliqués (victime, instigateur, témoin) pour mettre fin à l'acte d'intimidation ou de violence. Pour assurer l'efficacité de celles-ci, l'équipe d'intervention tient compte du contexte, de la gravité et de la fréquence des gestes. Différents acteurs externes peuvent être impliqués afin de soutenir la mise en place de ces mesures.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Les sanctions disciplinaires sont appliquées selon l'analyse des circonstances, la gravité, la fréquence, l'intensité, la conséquence des actes de violence ou d'intimidation commis à l'endroit de la victime et le potentiel de récurrence de l'instigateur de l'agression.

Exemples :

- Accompagnement supervisé
- Reprise de temps structurée
- Conséquence logique
- Démarche de réparation
- Contrat personnalisé d'engagement avec renforcements positifs
- Suspension interne ou externe
- Référence aux instances policières

RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES ET LES PARENTS

- Direction et intervenants de l'école
- Protecteur national de l'élève
- Instances policières
- Tous les programmes découlant de la Protection de la Jeunesse ou du CISSAT (J'équipe ma famille ou Jeunes en difficulté)

